

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Revue mensuelle de la Fondation Européenne Dragan

Les réformes manquées de l'Union européenne

L'Union européenne qui est apparue au terme de la Conférence intergouvernementale qui vient de se terminer ne répond pas aux attentes et aux espoirs de tout le monde. Le sommet de Amsterdam n'aurait dû représenter seulement la phase finale du processus de révision du Traité de Maastricht - qui avait commencé à Turin, sous la présidence italienne, lorsque, en mars de l'année dernière, la Conférence intergouvernementale (Cig) débuta sur la scène internationale - ; il en aurait dû être le moment décisif. À cette époque-là, les déclarations de principe et les bonnes intentions formulées par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union pouvaient peut-être sembler suffisantes pour témoigner de l'engagement et de la crédibilité de cette construction européenne. Au sommet de Dublin, en décembre 1996, étape intermédiaire de la Conférence, on attendait déjà des résultats si-

gnificatifs, bien que partiels, mais toutes les décisions ont été remises au sommet hollandais.

Aujourd'hui, au contraire, après le risque récent de la crise franco-allemande, nous devons paradoxalement nous estimer satisfaits que les Quinze, à Amsterdam, aient réussi à éviter la fracture à l'intérieur de l'Union et le bloc conséquent du processus communautaire. Mais, franchement, c'est un résultat insuffisant pour une conférence intergouvernementale qui avait démarré il y a seize mois avec l'objectif de récrire le Traité de l'Union européenne et de transformer l'organisation institutionnelle de l'Europe en vue de l'An 2000.

Au terme du sommet de Amsterdam, le président français, Jacques Chirac, commenta le développement des travaux qui venaient de se conclure et déclara que l'Europe devait avancer "avec détermination, mais aussi avec prudence". C'est une affir-

mation que personne ne pourrait raisonnablement contester, mais en réalité la construction de l'Europe est un processus beaucoup plus difficile et plus lent que l'on pouvait imaginer. C'est un processus qui a même l'air d'être forcé et qui avance péniblement puisque, jusqu'à maintenant, à chaque échéance et à chaque rendez-vous semestriel de la Cig, on s'est borné à dresser la liste, de plus en plus longue, des questions à affronter.

Parmi les quelques résultats réellement obtenus, on doit compter la ratification du Pacte de stabilité qui "devrait" garantir - le conditionnel est obligatoire - une discipline financière plus stricte et une rigueur dans les comptes publics caractérisées par la continuité demandée aux différents pays en vue de l'union monétaire. L'approbation de la Résolution du Conseil européen sur la croissance et sur l'emploi, qui a été énergiquement voulue par la France de Jospin, n'est en réalité qu'une déclaration plus ou moins semblable aux précédentes, selon laquelle l'Union européenne aurait l'intention d'affronter le problème du travail, d'autant plus que la Résolution est un document totalement dépourvu de valeur juridique.

Il est compréhensible que Lionel Jospin ait voulu démontrer à ses électeurs qu'il procéderait en direction des déclarations faites pendant la campagne électorale, tout comme il est évident que l'Ue, qui dans sa charte constitutive insiste sur le fait qu'elle est l'Europe des citoyens, ne pouvait pas ignorer complètement le grand malaise provoqué par le chômage qui frappe tout le continent. On peut ainsi comprendre comment des visions très différentes, et parfois même opposées, comme celle de Kohl et de Jospin, aient trouvé en quelques heures un accord de façade, quitte à remettre toute décision concrète au prochain sommet européen.

Le problème du travail n'est certainement pas la seule grande question laissée sans réponse par la Cig. Le véritable échec de la Conférence intergouvernementale réside

dans le fait qu'aucune véritable réforme institutionnelle de l'Union n'a été faite et que la révision du Traité de Maastricht, l'objectif principal de la Cig, n'a pas eu lieu. En reparcourant le chemin de l'Union pendant les deux dernières années, en relisant les documents et les dispositions qu'elle a produits entre-temps et en analysant le dossier de l'Accord conclusif de Amsterdam et ses annexes (*Conseil européen d'Amsterdam - Conclusions de la présidence*), on peut constater qu'aucun progrès n'a été accompli depuis Maastricht jusqu'à aujourd'hui et que le processus politique d'unification est inexistant.

L'accord de Amsterdam est en effet une grande boîte vide qu'il reste à remplir de contenus et de mesures concrètes. Maintenant nous sommes certains que nos ambitions de citoyens européens et de partisans de l'unification européenne sont à réviser profondément et qu'il faut les ramener à de plus justes proportions. La débâcle de l'Ue revient à l'échec des réformes institutionnelles - qui deviennent de plus en plus nécessaires et urgentes en vue de l'élargissement -, à l'absence d'une voix étrangère commune et d'une politique de défense et de sécurité, à l'incapacité d'agir de façon efficace sur la scène politique mondiale en tant qu'Union européenne, à l'immutabilité des mécanismes de décision et à la conséquente sclérose de l'action communautaire, à l'accord manqué sur le système du vote pondéré, à l'éloignement ultérieur de la fameuse Europe des citoyens, à l'inadéquation ou inconsistance des mesures communautaires en matière d'environnement, finances, industrie, recherche, sécurité sociale. À tout cela il convient d'ajouter l'absence totale d'un pendant politique à la monnaie unique qui, si on y parvient dans ces conditions, ne pourra être qu'un pas dans le noir, un saut dans le vide politique et institutionnel de l'Union.

Europaëus

La France de Jospin et le futur de l'Europe

Leonardo Casini

La France est un pays rigoureux et sérieux, aux choix définitifs et draconiens; c'est le pays de la guillotine - qu'on nous autorise cette métaphore, qu'il ne faut pas prendre sous son aspect sanguinaire. Rien à voir avec les compromis typiquement italiens. Chirac a voulu affronter radicalement le problème de sa pleine légitimation et il s'est offert à la lame de la guillotine, même s'il ne s'agit que d'une demi-guillotine, qui ne prévoit que l'amputation de son bras droit, l'exécutif. Ce n'est pas un raptus soudain d'auto-mutilation qui l'a poussé à agir de la sorte; il comptait pour les cinq prochaines années sur un mandat absolu qui lui aurait permis de porter tout seul la France en Europe, en franchissant le seuil du millénaire. C'est pourtant tout le contraire qui s'est produit: les Français l'ont battu, en le reléguant au rôle d'un souverain qui règne mais qui ne gouverne pas, ou presque pas. Toutes proportions gardées, il est arrivé à Chirac ce qui arriva à Louis XVI, qui convoqua les Etats Généraux dans l'espoir de renforcer le pouvoir monarchique et amorça au contraire le processus historique qui aurait conduit à la Révolution.

Dans la lutte séculaire entre la Droite et la Gauche (et en France ces deux forces politiques ont une certaine grandeur, une grande solidité et une longue tradition), le présent semble appartenir à la gauche. Et cela, paradoxalement, au moment même où la gauche, après la chute du communisme et l'échec du modèle économique-so-

cial socialiste, semblait traverser une crise de valeurs théoriques, historiques et politiques sans précédents; et la droite, en France et en Grande-Bretagne, subit une défaite inouïe dans l'histoire récente, juste au moment où le libéralisme et l'économie de marché semblent ne plus avoir d'adversaires.

La raison de tout cela est à rechercher surtout dans le "syndrome de Maastricht", qui a créé une atmosphère d'incertitude et de craintes dans la plupart des pays européens. La politique des grands sacrifices et de la rigueur financière nécessaire pour pouvoir respecter les paramètres fixés à Maastricht a provoqué une réaction violente et très compréhensible. Les gens ont refusé l'interprétation restrictive de ces paramètres donnée par une droite que la plupart de ses électeurs traditionnels a perçue comme trop "technique", froide dans ses calculs financiers et monétaires, et insensible vis-à-vis du malaise social qui inévitablement était en train de se créer.

Lionel Jospin s'est présenté aux électeurs avec un programme qui s'oppose diamétralement à l'atmosphère concurrentielle de l'Europe qui court vers Maastricht; au contraire, il promet de créer 700 nouveaux postes de travail, de réduire la semaine de travail à 35 heures et d'augmenter les salaires minimums. Sans pour autant renoncer à l'objectif de la monnaie unique ni enrayer le développement en fonction d'une politique rigide de la finance publique et de l'austérité, Jospin veut res-

pecter de façon beaucoup plus flexible les paramètres financiers fixés et il demande pour y arriver une réduction des pouvoirs monétaires de la nouvelle banque centrale européenne. Un programme de ce type, qui semblait destiné à l'échec électoral, a emporté au contraire un large consentement. Cela ne signifie pas que les électeurs veulent renoncer aux objectifs européens; ils demandent simplement une politique plus sociale qui ne les engage pas dans une concurrence exténuante qui les ferait arriver sans force au rendez-vous de Maastricht. Ceux qui s'opposaient à l'Union européenne au nom d'une politique moins rigide (mais pénalisante par la suite) et ceux qui voulaient arriver à Maastricht coûte que coûte, même au prix de sacrifices énormes ont été donc sagement éloignés.

La crise de la gauche à laquelle nous avons fait allusion est paradoxalement la raison de son succès actuel. Le fait même que la gauche n'ait plus ses vieux modèles économiques et politiques et qu'elle ait, par conséquent, adopté le libérisme et l'économie de marché l'a rendue plus acceptable à beaucoup d'électeurs de droite. Et la droite, n'ayant plus le monopole du libérisme politique et économique, a été obligée de durcir davantage ses principes monétaires et financiers, en les rendant ainsi trop indigestes pour la plupart des électeurs.

Durant cette phase de sacrifices et d'austérité indiscutables pour tout le monde, les gens ont vu en Jospin (comme en Blair en Angleterre et en Prodi en Italie) les artisans d'une politique plus crédible et moins

"dure": comme cela arrive souvent, la demande de sacrifices, d'austérité, de réduction des frais sociaux et de retraite est beaucoup plus acceptable si elle vient de la part sociale la plus sensible aux problèmes des plus faibles et des non-privilegiés que si elle venait des représentants les plus aisés. Peu importe si la politique économique de la gauche est très proche de celle que ferait la droite; ce qui compte c'est que la gauche a davantage de chance d'être *crue* que la droite.

Nous verrons si le gouvernement français et le Président trouveront vraiment une solidarité, une cohabitation, sinon agréable, du moins possible; si la France - comme l'avait promis Chirac au moment de dissoudre l'Assemblée nationale et de faire de nouvelles élections - "parlera avec une voix seule". Nous verrons aussi si Jospin réussira dans la tâche très difficile de concilier sa politique sociale et l'objectif européen.

Mais nous pouvons tirer au moins une conclusion de tout cela: la future Europe fédérale et la société qui naîtra de l'Union européenne ne seront jamais calquées sur le modèle économique, politique et civil des États-Unis, fondé sur la compétitivité globale et sur la hantise de la productivité et du profit comme critères fondamentaux de vie et bases de l'escalade sociale. Les commentaires critiques de Jospin (mais aussi les interventions de Prodi) au sommet de Denver ont été explicites en ce sens: l'Europe se construira sur des bases socialement beaucoup plus garanties et moins inspirées à un capitalisme extrême.

Europe: utopie créatrice et réaliste

Yves-Henri Nouailhat

Président européen de l'AE.D.E.
(Association Européenne des Enseignants)

La construction européenne nous a apporté cinquante années de paix et un niveau de vie élevé. Mais aujourd'hui, les problèmes du chômage, les échecs récents de l'Union européenne dans l'affaire yougoslave, les critiques formulées contre la prochaine adoption de l'euro, amènent certains Européens, y compris dans les milieux de l'Éducation, à douter de la nécessité de poursuivre la construction d'une Europe unie. C'est la montée de "l'euro-scepticisme".

Il est vrai que les difficultés ne manquent pas. L'Europe devra faire face à de grands défis au cours des années qui viennent: la réalisation de l'Union économique et monétaire, la réforme des institutions, l'entrée de nouveaux membres dans l'Union. Mais les sceptiques ont tort. C'est de plus d'Europe dont nous avons besoin. Ce qui manque, c'est une Europe capable de prendre des décisions et d'agir en temps utile.

C'est pourquoi je suis particulièrement reconnaissant à Monsieur Pierre Lebreton, inspecteur général honoraire de Lettres, d'avoir écrit ces quelques pages fermes et claires sur "les raisons fondamentales qui ont motivé et motivent toujours l'engagement des esprits les plus lucides en faveur de la construction européenne".

Monsieur Lebreton avait pu utiliser le travail d'une petite équipe composée notamment de Monsieur Yvan-Serge Keller et de Monsieur Georges Peyronnet pour réaliser cette belle synthèse.

Je pense que nos collègues, à divers niveaux de l'enseignement, pourront tirer de ce texte très riche des arguments convaincants pour montrer à leurs élèves ou à leurs étudiants "que l'Europe reste pour toutes les générations de notre temps la grande utopie créatrice - et réaliste - sur ce continent tant de fois meurtri et fracturé dans son esprit".

Pourquoi s'engager aujourd'hui en faveur de l'Union européenne?

*Pierre Lebreton**

Inspecteur général honoraire de Lettres,
membre du Conseil National de la Section française de l'A.E.D.E.

Au milieu des incertitudes qui assombrissent la perspective européenne à trois ans de la fin du siècle, et à la veille d'échéances décisives pour les institutions et la monnaie unique, il nous semble nécessaire d'éclairer le cheminement ardu de l'Union européenne par le rappel des raisons fondamentales qui ont motivé et motivent toujours l'engagement des esprits les plus lucides en faveur de la construction européenne.

A l'heure des défaillances de l'idéal, de la tentation des replis sur soi et des illusions nationalistes, mais aussi de la profonde nostalgie d'engagements honnêtes et sincères, il paraît bon de rappeler à la jeunesse comme à tous que l'Europe reste pour toutes les générations de notre temps la grande utopie créatrice - et réaliste - sur ce continent tant de fois meurtri et fracturé dans son esprit.

En 1946, Winston Churchill prononçait à Zurich un discours qui fait date dans l'histoire de notre siècle: "Pourquoi, disait-il, ne pas créer une Union européenne susceptible de donner *un sentiment de patriotisme élargi et de citoyenneté commune* aux peuples dispersés de ce grand continent? Pour que cette possibilité se réalise, il faut que tous, nous tournions le dos aux horreurs du passé pour porter nos regards vers l'avenir. Nous ne pouvons pas nous permettre de traîner au cours des années qui vien-

nent les haines et les vengeances nées des violences d'hier. Si l'Europe doit être préservée d'un malheur infini, voire de la mort pure et simple, il faut que *la famille européenne* fasse un acte de foi qui consiste à oublier tous les crimes et toutes les folies du passé".

Cinquante ans après ce discours mémorable, ne serait-il pas affligeant de voir, dans les Etats membres de l'Union, nombre d'Européens continuer à traîner les pieds sur la voie de l'unification?

Pourquoi faut-il poursuivre sans tarder la construction de l'Europe?

Une raison majeure, voire la raison principale, est *le souci de la paix*:

La paix en Europe: par l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est et par une attitude commune des Etats de l'Union dans la crise bosniaque; l'urgence de ces objectifs est évidente à l'heure où le nationalisme, la guerre et la barbarie ont redressé la tête sur notre continent.

La paix dans le monde: l'Europe doit dialoguer d'une seule voix, d'une manière active et constructive, avec les Etats-Unis, les pays islamiques, les pays d'Extrême-Orient, d'Afrique Noire et d'Amérique Latine. L'Union doit organiser en commun l'aide au Tiers et au Quart Monde.

L'Union européenne doit se donner *les moyens* d'établir et de faire respecter la paix: une diplomatie commune, en accord avec l'Onu, disposant d'une force armée commune, intégrant l'Union de l'Europe Occidentale existant actuellement, et dotée de possibilités d'intervention rapide ainsi que d'une doctrine nucléaire commune. On se gardera d'oublier qu'entre la Première et la Seconde Guerre Mondiale, si la Société des Nations est demeurée impuissante en face des menées hitlériennes, c'est faute de s'être donné une force matérielle de dissuasion.

L'urgence de l'engagement en faveur de l'Europe tient aussi au fait que *la plupart des grands problèmes* qui assaillent aujourd'hui notre continent appellent une réflexion, des réponses et une action communes, dans la recherche de l'intérêt supérieur commun: qu'il s'agisse de la place de l'Europe dans le concert du monde nouveau, face à ses grands partenaires, ou que ce soit pour la relance et la conduite coordonnée de notre économie, pour la résorption du chômage, qui menace d'être explosif, pour la gestion des mouvements de population dans l'ouverture et la sécurité, ou encore pour éviter que le formidable Cyber-Espace (les autoroutes de l'information: la plus grande révolution culturelle depuis Gutenberg) qui s'apprête à s'étendre sur l'Europe ne devienne une jungle qui l'engloutirait, une réponse forte, impartiale et confiante s'impose.

L'Union européenne seule, et non chaque Etat particulier, peut accroître *le bien-être pour tous* à l'intérieur de chaque Etat membre:

- par *une action commune contre le chômage*, en lançant de grands travaux communautaires (programme Delors);
- par *une politique économique commune*, faisant respecter la libre concurrence dans le Marché Commun, pour que le mouve-

ment des prix s'effectue dans l'intérêt des consommateurs, en améliorant la qualité des produits; évitant les dérives d'une concurrence "sauvage" par l'établissement d'un statut européen des entreprises, l'harmonisation des salaires, de la durée du travail et de la fiscalité entre les différents Etats; mettant au point une attitude commune envers l'Organisation Mondiale du Commerce par une politique douanière commune et une attitude commune en matière de délocalisations; créant une monnaie commune, dont trois arguments justifient l'adoption:

- elle complète et rend plus efficace le marché unique,
- elle contribue à donner à l'Europe un poids financier et monétaire considérable,
- elle traduit la conversion progressive des pays européens à la stabilité monétaire;

- par *une politique sociale commune*, harmonisant et coordonnant les actions des Etats membres en matière de protection sociale, de charges sociales, de formation professionnelle, de régimes de retraites et de réforme hospitalière, et assurant de même la coordination et l'harmonisation communautaires en ce qui concerne les actions syndicales; par *une politique commune en matière de sécurité des citoyens et de leurs biens*: en renforçant et en étendant les accords de Schengen; en rendant Europol opérationnel; en coordonnant les actions des services européens de police avec des décisions des autorités judiciaires européennes; en agissant de façon commune contre la grande criminalité, le trafic de drogue, l'immigration clandestine, l'infiltration transfrontalière de réseaux mafieux aujourd'hui plus que jamais agissants, le développement du sida et d'autres maladies naguère inconnues en Europe; en élaborant une doctrine de sécurité commune.

Un autre motif, d'ordre géopolitique, atteste l'urgence d'une construction européenne menée à son terme. Nombre de chefs d'Etat du Tiers et du Quart Monde, et principalement des gouvernements africains, appellent de leurs vœux une Europe solidement unie, comme un facteur d'équilibre mondial et un moyen, pour eux, d'échapper à des pressions étrangères. Si leur attente était déçue, force leur serait pourtant de se tourner vers d'autres horizons, sous la contrainte de nécessités économiques ou de fanatismes idéologiques. Est-il besoin d'ajouter que la lenteur de l'Europe à se donner des assises à l'épreuve du temps la déconsidérerait à leurs yeux?

A ces raisons vient s'ajouter en faveur de l'unification européenne un argument qui, à lui seul, devrait suffire à dissiper les hésitations: c'est celui de *la démographie*. Les chiffres qui suivent sont édifiants:

- en 1900, l'Europe au sens large (Russie asiatique incluse) représentait 25.5% de la population mondiale;

- l'Europe occidentale (à 15 plus la Norvège et la Suisse) 13,7%.

En 2025, les proportions seront devenues:

- pour l'Europe au sens large: 8.7%;

- pour l'Europe occidentale: 4.5%.

L'Allemagne actuelle représente 0,8% de la population mondiale et la France 0,6%.

Mais notre motivation en faveur d'un engagement européen se situe aussi au plan des valeurs communes qui constituent l'ossature de notre civilisation et de notre culture; valeurs sans lesquelles nous ne serions plus que les consommateurs d'une sous-culture internationale mercantile, et ne pourrions plus contribuer aux grands

débats ni aux grandes décisions de l'humanité en y apportant notre regard propre et notre propre richesse, tant culturelle que morale. Ce serait une nouvelle "trahison des clercs".

Ces valeurs représentent les signes de notre identité profonde, et nos ancêtres ont eu la noble mission de les partager avec les autres civilisations, en dépit des intolérances aveugles et des affrontements qui ont pu assombrir cette belle entreprise. Trois grandes valeurs spécifiquement européennes constituent ainsi les fondements de notre éthique:

- le sens profond du nécessaire *respect de la personne humaine*, au-delà de tous les systèmes et de toutes les raisons d'artifice, au-delà de l'individualisme et du tribalisme;

- la nécessaire *Liberté*, sans laquelle les personnes et les communautés n'ont pas d'existence propre à leur niveau;

- le *souci du bien commun* (Bien ou Service public, Service universel), qui équilibre à tous les niveaux la dynamique de la Liberté au profit des personnes, par le progrès et la démocratie.

* Avec le concours de Yvan-Serge Keller, professeur agrégé des classes préparatoires HEC au Lycée Florent Schmitt de Saint-Cloud, vice-président de la Section française de l'Association Européenne des Enseignants et de Georges Peyronnet, maître de conférences honoraire à l'Université de Brest, vice-président de la Section française de l'A.E.D.E. La conclusion de cet article paraîtra dans le prochain numéro.

Du travail pour l'Europe

Gordon Brown

Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni*

Il faut faire quelque chose, et vite, pour augmenter le potentiel de nouveaux postes de travail des économies de l'Union européenne. Il faut analyser de façon différente les possibilités de création d'emplois durables. Il faut agir maintenant pour compléter la formation du marché unique et faire en sorte que, pour les pays qui en font partie, l'Union monétaire fonctionne sur la base d'une convergence soutenable.

La Grande-Bretagne propose que l'Europe engage une opération, "Du travail pour l'Europe", qui fasse remarquer les relations entre un élargissement du marché unique et la préparation de la monnaie unique, en prenant des mesures qui permettent de garantir plus de travail dans tous les Etats membres. L'objectif est de parvenir à des résultats clairs, en juin 1998, dans ces trois domaines-clé:

Réduction du chômage

Le Conseil économique doit donner des instructions sur l'optimisation de l'effet positif du marché unique et de la monnaie unique afin de créer des postes de travail, en collaborant avec le Conseil Affaires Sociales, les partenaires sociaux et tous ceux qui concourent à la réalisation du marché unique. Il faut suivre les procédés déjà établis par le Traité pour identifier les obstacles à la création de travail et la flexibilité du marché du travail dans chaque pays membre, avec l'objectif de s'accorder sur des actions spécifiques visant à donner une impulsion à la création d'emploi. Il faut

aussi développer des initiatives "welfare et travail" pour offrir des emplois à la portée de ceux qui sont actuellement exclus du marché du travail. En même temps, on doit prendre en considération de nouvelles idées et de nouveaux projets pour contenir le chômage des jeunes, pour réinsérer dans le monde du travail les chômeurs de vieille date et pour combattre le chômage structural dans les régions les plus faibles.

Création de petites entreprises

Il est indispensable qu'une nouvelle task force pour les petites et moyennes entreprises réduise la bureaucratie et les coûts du commerce entre les pays membres et donne des informations sur les modalités de récolte des capitaux dans les marchés financiers et sur les possibilités de business dans le marché unique.

Plus de flexibilité du marché unique pour une monnaie unique

L'Objectif 1999 exige des progrès réels en ce qui concerne l'achèvement du marché unique, de la suppression des barrières pour les investissements à l'ouverture des commandes gouvernementales, de la réduction des politiques de compétition à l'assouplissement de la bureaucratie.

* Ce document a été officiellement présenté par Gordon Brown, au Conseil Ecofin du 9 juin.

Résolution du Conseil européen sur la croissance et l'emploi

Conclusions de la Présidence

Amsterdam 16-17 juin 1997

Introduction

Il est impératif de donner une impulsion nouvelle, afin de maintenir résolument l'emploi au premier plan des préoccupations politiques de l'Union. L'Uem et le Pacte de stabilité et de croissance renforceront le marché intérieur et favoriseront un environnement macroéconomique non inflationniste avec des taux d'intérêt modérés, améliorant ainsi les conditions de la croissance économique et les possibilités d'emploi. En outre, il faudra consolider les liens existant entre une Union économique et monétaire performante et durable, un marché intérieur fonctionnant de manière satisfaisante et l'emploi. A cette fin, un des objectifs prioritaires devrait être de promouvoir l'existence d'une main-d'oeuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter, et de veiller à ce que les marchés du travail soient aptes à réagir à l'évolution de l'économie. Les réformes structurelles doivent être complètes dans leur portée, par opposition à des mesures limitées ou occasionnelles, afin de traiter d'une manière cohérente la question complexe des incitations à la création et à l'acceptation d'emplois.

Les politiques économiques et sociales se renforcent mutuellement. Il conviendrait de moderniser les régimes de protection sociale, de manière à améliorer leur fonctionnement et à contribuer à la

compétitivité, à l'emploi et à la croissance, établissant ainsi une base durable pour la cohésion sociale.

Cette approche, combinée à des politiques axées sur la stabilité, constitue la base d'une économie fondée sur les principes d'inclusion, de solidarité, de justice et d'environnement durable, et susceptible de bénéficier à tous les citoyens. L'efficacité économique et l'inclusion sociale sont des aspects complémentaires de la société européenne plus unie à laquelle nous aspirons tous.

Compte tenu de cette déclaration de principe, le Conseil européen invite tous les opérateurs économiques et sociaux, notamment les autorités nationales, régionales et locales et les partenaires sociaux, à assumer pleinement leurs responsabilités dans leurs sphères d'activités respectives.

Développer le pilier économique

Le traité, notamment ses articles 102A et 103, prévoit une coordination étroite des politiques économiques des Etats membres, visée à l'article 3A du traité. Si la responsabilité de la lutte contre le chômage incombe avant tout aux Etats membres, il nous faut reconnaître la nécessité à la fois d'améliorer l'efficacité de cette coordination et d'en élargir le contenu, en mettant en particulier l'accent sur les politiques de l'emploi. Plusieurs mesures sont nécessaires à cette fin.

Il s'agira de renforcer et de développer les grandes orientations des politiques économiques pour en faire un instrument efficace permettant d'assurer une convergence soutenue des performances économiques des Etats membres. Dans le cadre de politiques macroéconomiques saines et soutenues et sur la base d'une évaluation de la situation économique dans l'Ue et dans chaque Etat membre, une attention accrue sera portée à l'amélioration de la compétitivité européenne, qui constitue une condition nécessaire à la croissance et à l'emploi, de manière à réaliser, parmi d'autres objectifs, la création d'emplois plus nombreux pour les citoyens européens. A cet égard, une attention particulière devrait être accordée à l'efficacité du marché du travail et des produits, aux innovations technologiques, aux possibilités pour les petites et moyennes entreprises de créer des emplois. Il conviendrait également, pour améliorer l'employabilité, d'accorder une attention pleine et entière aux systèmes de formation et d'éducation, y compris l'apprentissage tout au long de la vie, aux mesures d'incitation au travail prévues dans les régimes fiscaux et les régimes d'allocations et à la réduction des coûts non salariaux.

Les systèmes d'imposition et de protection sociale devraient être rendus plus favorables à l'emploi, ce qui améliorerait le fonctionnement des marchés de l'emploi. Le Conseil européen souligne qu'il est important pour les Etats membres de mettre en place un environnement fiscal qui stimule l'entreprise et la création d'emplois. Ces politiques, ainsi que d'autres deviendront un élément essentiel des grandes orientations, compte tenu des politiques nationales de l'emploi et des bonnes pratiques découlant de ces politiques.

Le Conseil est donc invité à tenir compte des programmes pluriannuels en matière

d'emploi, comme cela est envisagé dans la procédure d'Essen, lorsqu'il définira les grandes orientations, afin de renforcer leurs aspects axés sur l'emploi. Le Conseil peut adresser les recommandations nécessaires aux Etats membres, conformément à l'article 103 paragraphe 4 du traité.

Cette coordination renforcée des politiques économiques complétera la procédure prévue dans le nouveau titre du traité concernant l'emploi, qui prévoit la création d'un comité de l'emploi chargé de travailler en étroite coopération avec le comité de politique économique. Le Conseil devrait faire en sorte que ces dispositions soient suivies d'effet immédiatement. Dans les deux procédures, le Conseil européen jouera son rôle d'intégration et de guide, conformément au traité.

L'Union européenne devrait compléter les mesures nationales en examinant systématiquement toutes les politiques communautaires pertinentes qui existent, y compris les réseaux transeuropéens et les programmes de recherche et de développement, en vue d'assurer qu'elles soient axées sur la création d'emplois et sur la croissance économique, tout en respectant les perspectives financières et l'Accord interinstitutionnel.

Le Conseil européen est convenu de mesures concrètes pour faire progresser au maximum l'achèvement du marché intérieur: rendre les règles plus efficaces, faire face aux principales distorsions de marché qui subsistent encore, éviter une concurrence fiscale préjudiciable, supprimer les obstacles sectoriels à l'intégration des marchés et assurer un marché intérieur au bénéfice de tous les citoyens.

Considérant que la mission de la Banque européenne d'investissement, telle qu'elle est définie à l'article 198E du traité,

est de contribuer, en faisant appel au marché des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché commun dans l'intérêt de la Communauté, nous reconnaissons le rôle important que jouent la Banque européenne d'investissement et le Fonds européen d'investissement dans la création d'emplois en Europe en y ménageant des possibilités d'investissement. Nous invitons instamment la BEI à développer ses activités dans ce domaine, en promouvant des projets d'investissement compatibles avec les principes et les pratiques de saine gestion bancaire et, plus particulièrement:

- à examiner la question de l'instauration d'une facilité de financement de projets de haute technologie pour les petites et moyennes entreprises, en coopération avec le Fonds européen d'investissement, en faisant appel à des capitaux à risque, avec la participation du secteur bancaire privé;
- à étudier ses possibilités d'intervention dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement urbain et de la protection de l'environnement;
- à intensifier ses interventions dans le domaine des grands réseaux d'infrastructure en examinant la possibilité d'octroyer des prêts à très long terme, principalement pour les quatorze grands projets prioritaires adoptés à Essen.

La Commission est invitée à présenter les propositions appropriées afin d'assurer que, à l'expiration du traité CECA en 2002, les recettes provenant des réserves en cours soient utilisées pour un fonds de recherche concernant des secteurs liés à l'industrie du charbon et de l'acier.

Cette stratégie globale permettra d'accroître au maximum les efforts que nous déployons pour promouvoir l'emploi et l'insertion sociale et pour lutter contre le chômage. Dans ce contexte, la création d'emplois, la protection des travailleurs et leur sécurité seront combinées avec la nécessité d'améliorer le fonctionnement des marchés du travail. Cela contribuera également au bon fonctionnement de l'Uem.

Engagement renouvelé

Le Conseil européen invite toutes les parties, à savoir les Etats membres, le Conseil et la Commission, à mettre en oeuvre ces dispositions avec vigueur et résolution. Les possibilités offertes aux partenaires sociaux par le chapitre social, qui a été intégré dans le nouveau traité, devraient servir de support aux travaux du Conseil sur l'emploi. Le Conseil européen recommande le dialogue social et le recours intégral au droit communautaire en vigueur en matière de consultation des partenaires sociaux, y compris, le cas échéant, lors des processus de restructuration et en tenant compte des pratiques nationales.

Toutes ces politiques permettront aux Etats membres d'utiliser les forces de la construction européenne pour coordonner efficacement leurs politiques économiques au sein du Conseil de manière à créer un plus grand nombre d'emplois réels et à ouvrir la voie à une troisième phase fructueuse et durable de l'Union économique et monétaire, conformément au traité. Le Conseil européen demande aux partenaires sociaux d'assumer pleinement leurs responsabilités dans leurs domaines d'activité respectifs.

La liberté de la presse

Fondement de la démocratie et la paix

par le Centre Unesco Milan

Faute d'accès à la radio, à la télévision ou à la presse écrite, des millions de gens dans le monde n'ont aucun moyen de faire entendre leur voix. Le Programme international pour le développement de la communication (Pidc) de l'Unesco s'efforce de les intégrer au "village planétaire" en encourageant le développement de médias libres et indépendants et en formant le personnel nécessaire.

Diffuser l'information

L'esprit d'initiative et l'entraide qu'exige le développement social supposent notamment un accès généralisé à la connaissance. Les technologies modernes doivent permettre de créer des réseaux de communication, terrain propice à l'éclosion d'opinions diverses et au dialogue, contribuant à la démocratie et la paix, les deux objectifs fondamentaux de l'Unesco. Depuis 1982, date à laquelle il a commencé ses opérations, le Pidc a financé quelque 600 projets de communication dans plus de 100 pays: création d'agences de presse nationales et régionales, équipement audiovisuel des stations de radio et de télévision, sessions de formation aux métiers de création et de gestion de la presse écrite, de l'édition et du cinéma.

Le processus de démocratisation, qui touche désormais virtuellement toutes les régions du monde, a entraîné une profonde mutation du Pidc. En 1992, le Programme a décidé d'étendre sa compétence à des

projets soumis par des organisations privées et non gouvernementales.

Aujourd'hui, le Pidc a pour principe qu'au moins la moitié des projets qu'il soutient et destiné à aider des médias privés.

La sélection des projets se fait de manière rigoureuse: il faut s'assurer qu'ordinateurs et émetteurs fournis par le Programme ne resteront pas inutilisés faute de personnel correctement formé. Comme le souligne le président du Pidc, Torben Krogh, mieux vaut quelques projets réussis que se risquer à faire du saupoudrage, d'autant plus que les ressources mises à la disposition du Programme n'excèdent pas 5 millions de dollars US par an.

Un exemple concret

Un des grands projets en cours du Programme porte sur le développement de la presse indépendante et pluraliste en Afrique, et concerne 47 pays d'Afrique subsaharienne. Il a pour objet d'assurer une formation à la gestion et à la commercialisation des journaux, ainsi qu'aux techniques rédactionnelles. Il s'adresse notamment aux journalistes-femmes, fournit du matériel de publication assistée par ordinateur et favorisent des regroupements entre entreprises d'édition. Le projet prévoit également l'établissement d'une base de données et de services de documentation informatisés et des interventions auprès des gouvernements pour qu'ils libéralisent les lois sur la presse et suppriment les

droits de douane sur l'équipement et les fournitures. Axé dans un premier temps sur l'Afrique centrale (10 pays) et de l'Ouest (16 pays), il a été ensuite élargi à la partie orientale du continent et aux îles de l'océan Indien.

Quant aux 11 pays d'Afrique australe, ils relèvent de l'aide d'instituts financés par les pays scandinaves et basés en Namibie et au Mozambique.

L'action du Pidc dans le monde

Le Pidc apporte son soutien à 30 projets interrégionaux et 108 projets régionaux dont un système de radio FM pour les îles et les régions isolées. Il contribue également au financement de 259 projets nationaux, dans 112 des 182 Etats membres de l'Unesco.

- Afrique. 38 projets régionaux dont ceux relatifs à une presse indépendante, au développement d'une presse rurale dans les langues nationales d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, la création et la modernisation d'agences de presse dans toute l'Afrique sub-saharienne; 87 projets nationaux dans 41 pays, portant notamment sur le soutien à la radiodiffusion en Angola, Mauritanie, Nanubie et Ouganda, des magazines féminins en Ethiopie, au Gabon et au Mozambique et un Institut de formation à la télévision pour les cinq pays lusophones d'Afrique. Il finance également le Système d'échange international pour la liberté d'expression (IFEX) - système électronique d'alerte rapide exploité en coopération avec des associations qui défendent la liberté de la presse, comme le Comité Censorship (Royaume-Uni) et Reporters sans frontières (France).

- Etats arabes. Projets régionaux portant sur la radiodiffusion, les échanges d'information et l'éducation des femmes; 36 projets nationaux dans 12 pays avec notam-

ment l'informatisation des agences de presse d'Algérie, d'Egypte, du Maroc, de Syrie et Tunisie et 11 programmes de formation.

- Asie centrale (depuis 1993). Un projet régional d'échanges de programmes d'informations télévisées dans le cadre du réseau Asiavision; 7 projets nationaux portant notamment sur l'assistance à deux stations de radio et à une chaine de télévision privées et sur la formation professionnelle.

- Asie et Pacifique. 27 projets régionaux, dont le Réseau d'échange d'information pour l'Asie et le Pacifique et l'informatisation de toutes les langues asiatiques; 66 projets nationaux dans 27 pays portant notamment sur la formation aux médias au Cambodge et en Chine, l'appui à la presse rurale en Indonésie, le développement de la presse écrite dans les pays du Pacifique et de la radio rurale aux Philippines.

- Amérique latine et Caraïbes. 34 projets régionaux dont la création de l'Agence latino-américaine de service spécial d'informations et le développement de l'Agence de presse des Caraïbes; 68 projets nationaux dans 30 pays, dont une aide à la presse et à la télévision cubaines.

Concrètement, ces activités vont d'ambitieuses restructurations d'entreprise à la formation des gestionnaires et des journalistes aux tâches quotidiennes indispensables au bon fonctionnement de médias économiquement indépendants. Mais elles ont toutes le même but ultime, qui revêt une importance primordiale dans la stratégie de l'Unesco: permettre aux pays qui sont parvenus à s'émanciper de la tutelle d'un gouvernement autoritaire de faire porter leur voix dans le concert des nations pour revendiquer les bénéfices indissociables du développement et de la démocratie.

Les raisons d'être du Pacte de stabilité

Guido Ravasi

Le sommet d'Amsterdam, qui a eu lieu en juin dernier, s'est achevé par l'adoption du Pacte de stabilité. Au-delà des critiques de ses détracteurs et de l'optimisme affiché par ses partisans, c'est certainement le résultat le plus important des travaux de la Conférence intergouvernementale. Violentement attaqué par Jospin, le premier ministre français, qui, pendant sa campagne électorale, quelques jours seulement avant son succès aux élections, n'avait pas hésité à le qualifier de "concession absurde faite aux Allemands", le Pacte apparaît comme le véritable vainqueur des discussions d'Amsterdam et peut-être même le seul point sur lequel les Quinze soient tombés d'accord parmi tous les objectifs qui s'étaient progressivement imposés pendant le déroulement de la Conférence intergouvernementale.

Le Pacte de stabilité demande aux nations européennes qui ont l'intention de constituer l'Union économique et monétaire de s'astreindre à un contrôle budgétaire rigoureux et de s'engager résolument sur la voie du redressement des finances publiques. Le rôle du pacte est aussi de dissuader ceux qui pensaient, ou qui pensent encore, qu'il est possible d'entrer dans l'Uem sans appliquer des politiques monétaires suffisamment strictes en ce qui concerne le déficit public ou sans respecter les paramètres fixés par le Traité de Maastricht.

Le Pacte de stabilité ne représente en lui-même rien de vraiment nouveau ni de révolutionnaire par rapport à ce qui a été décidé à Maastricht et, qui plus est, ce qu'il propose est, en réalité, un principe qui devrait

être considéré comme allant de soi non seulement par ceux qui, à différents titres, s'occupent de la gestion budgétaire, mais surtout par ceux qui décident de la destination et de l'utilisation des fonds publics et qui sont responsables du contenu des caisses de l'Etat. Les Quinze, toutefois, ont compris qu'ils devaient se donner de nouvelles règles et respecter de nouvelles contraintes pour parvenir à un redressement sérieux des finances publiques, indispensable à la construction de l'Uem. Ce n'est, en effet, que par la définition démocratique d'objectifs précis et le respect des règles s'y rapportant que l'on peut espérer faire avancer la construction d'un projet communautaire. Souvent, les déclarations de principe, si elles ne sont pas suivies de la signature d'accords bien définis, ne permettent pas d'atteindre le but poursuivi, de même que les promesses des hommes politiques ne garantissent en aucune manière le redressement financier.

Tout cela, bien sûr, ne veut pas dire que l'adoption du Pacte de stabilité aura automatiquement comme conséquence le redressement de la situation financière. Cela signifie, par contre, que l'Uem s'est dotée d'un instrument supplémentaire qui agit sur un stimulus important: éviter de courir le risque de se retrouver parmi les pays exclus, ne serait-ce que temporairement, de l'Union monétaire, pendant que d'autres nations y accèdent. Eviter donc de montrer son incapacité à entrer dans l'Uem dès le début et le danger de se retrouver relégué au nombre des pays membres de deuxième catégorie ou, de toutes manières, plus faibles et qui se

trouvent confrontés à des problèmes bien plus graves. En d'autres termes, de nombreux gouvernements, chacun à sa manière, bien sûr, et suivant la situation de son pays, considèrent comme un danger qu'il faut à tout prix écarter l'éventualité de ne pas être en mesure de participer à ce rendez-vous crucial de l'histoire européenne, de ne pas réussir à insérer son propre pays parmi les protagonistes de l'Europe.

Si le sens général du Pacte de stabilité est plutôt simple, son contenu technique est toutefois un peu plus complexe. Nous pensons qu'il peut être utile d'en donner un bref aperçu en rappelant les points suivants:

- l'objectif du Pacte est de renforcer la discipline budgétaire dès le début de la troisième phase de l'Uem (1^{er} janvier 1999) et les pays membres qui en font partie pendant cette phase doivent au moins réussir à avoir un budget en équilibre;
- la limite à 3% du PIB pour le déficit autorisé des finances publiques, déjà établie par le Traité de Maastricht, doit être considérée comme infranchissable;
- les pays qui ne respectent pas ce seuil de 3% seront punis par le paiement d'un dépôt non productif qu'ils devront verser à l'Ue. Le montant du dépôt est constitué d'une quote-part fixe et d'une autre variable suivant le montant du déficit. La sanction ne sera pas appliquée dans les cas considérés comme extraordinaires;
- ce dépôt non productif reste "congelé" pendant deux ans. Si, pendant ce laps de temps, le rapport déficit/PIB ne revient pas au-dessous du seuil de référence, le dépôt ne sera pas restitué et se transformera donc en une véritable amende, dont le montant ira "récompenser" les nations qui ont su s'adapter aux paramètres de référence.

Il y a environ deux ans, Theo Waigel, a été parmi ceux qui, les premiers, ont eu l'idée d'adopter une mesure semblable à celle qui était préconisée par le pacte pour dissiper la méfiance que les marchés monétaires nourrissaient à l'égard de la stabilité de

l'euro. Et c'est encore l'Allemagne qui a insisté au sommet d'Amsterdam pour que le pacte soit définitivement adopté. Ce sont là les raisons pour lesquelles des observateurs sont allés jusqu'à parler d'une "germanisation de l'Ue" ou jusqu'à soutenir que la construction de l'Europe avait été confiée aux banques centrales. D'autres ont affirmé aussi que la recherche d'une stabilité financière à tout prix est en contradiction avec une politique de l'emploi et que les vrais problèmes des citoyens européens ne seraient pas pris en compte. Il s'agit là d'une manière volontairement polémique et partielle d'envisager le problème. Il faut continuer sur la voie de la rigueur financière, comme le demande le Pacte de stabilité, indépendamment de ceux qui l'ont conçu, de la nation ou de la tendance politique qui l'a soutenu. La stabilité financière n'est pas en opposition avec une politique de l'emploi; elle en est, au contraire, une de ses conditions. Il devrait désormais être évident pour tout le monde que ce ne sont ni les subventions de l'Etat, ni la création artificielle "d'emplois socialement utiles", ni le maintien d'un Etat-providence inefficace qui gaspille les deniers publics, ni, en général, l'intervention publique de l'Etat qui peuvent résoudre la crise de l'emploi. Il est clair que c'est un modèle qui a fait faillite; plus que les critiques de ses adversaires politiques, l'histoire récente est là pour nous en démontrer les effets pervers. Pour pouvoir créer des emplois il faut jouir de la confiance des marchés et des investisseurs et cela ne peut pas se faire avec un euro faible. Une monnaie européenne faible signifie une augmentation des taux d'intérêt et la fuite des capitaux hors de l'Europe, cela veut dire le chômage. La stabilité financière, la confiance des marchés, la mobilité des capitaux, la flexibilité et la mobilité du travail sont les conditions sine qua non, de même que le recyclage professionnel et la formation, qui permettent d'affronter non seulement le déficit public mais aussi le grand problème du chômage.

La Bosnie après les accords de Dayton et les premières élections

Le témoignage d'un superviseur électoral

Carlo Alberto Tabacchi

Quelques jours avant j'avais feuilleté *Le pont sur la Drina*, l'oeuvre du prix Nobel Ivo Andric: un tableau historique, passionnant et dramatique, qui comprend cinq siècles d'histoire d'un petit village sur la Drina, Visegrad.

La fatalité, ou le destin, a voulu que L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération Européenne (Osce) m'envoie justement à Visegrad. J'étais appelé à accomplir la tâche de superviseur électoral pendant les élections prévues pour le mois de septembre 1996. La ville me parut tranquille et silencieuse, avec son célèbre pont, la seule et vraie attraction de la zone. Tout autour, un bois de colline impénétrable que personne n'a traversé depuis longtemps, car il était très probablement miné pendant la récente guerre civile.

Visegrad, dans la République serbe de Bosnie (appelée par les Serbes Republika Srpska) à deux heures de Sarajevo par la route et seulement à 15 km de la frontière avec la Serbie, était presque complètement musulmane avant 1991: après le conflit, elle est devenue entièrement serbe.

Les bâtiments, modestes et blanchâtres, n'ont pas été atteints par les balles de mortier ni détruits par les incendies, tandis qu'à Ustipračja, un petit centre qui était musulman avant la guerre et qui se trouve à une dizaine de kilomètres, les signes de la violence et de la mort n'ont rien laissé

d'intact: des maisons démolies, brûlées, atteintes par des milliers de balles qui deviennent le témoin d'un spectacle horrifant de destruction systématique.

Mon rôle, lors de cette mission avec d'autres Italiens, était celui de superviseur: cela signifiait organiser les différentes phases du vote avec également le pointage des voix, et donner un support au côté logistique (préparation des sièges, contrôle de l'équipement électoral et plusieurs rencontres avec les responsables du Comité électoral local et les autorités de la police internationale). Je devais organiser et faire du monitoring dans les six sièges électoraux de Srpska Goradze, à 30 km de Visegrad. Il s'agit d'un quartier minuscule dans la banlieue de Goradze (Goradze fait partie de la Fédération de Bosnie) habitée et contrôlée par les Croates et les Musulmans. Brièvement, suivant les accords de Dayton (novembre 1995) la ville a été coupée en deux: Goradze, où la population est musulmane au 98%, et Srpska Goradze, la banlieue de la ville, qui est au 100% serbe.

La situation s'est révélée plutôt délicate, étant donné que les Musulmans ont quitté Goradze le jour des élections pour aller voter à Srpska Goradze, où ils vivaient avant la guerre. Il était pourtant absolument impossible de oublier ou refouler quatre ans de haine et de contrastes. Les

Serbes, bien évidemment, ont essayé de décourager ou de retarder l'entrée des électeurs musulmans dans les sièges; une partie (10%) desdits électeurs n'a pas pu voter, car ils n'avaient pas été enregistrés dans les listes électorales de la Bosnie serbe, mais seulement dans la Fédération. Si, dans les jours précédents et suivants le vote, Srpska Goradze paraissait un village fantôme et anonyme, le jour des élections on pouvait voir, comme par enchantement, une multitude désordonnée de personnages très variés: les votants serbes et musulmans, la milicja ou police serbe, la police internationale des Nations Unies, quelques véhicules blindés de patrouille de l'Ifor (Implementation Forces), de l'Otan, des agents de l'Osce, de nombreux interprètes, des moniteurs de l'Union européenne, des parlementaires européens et des journalistes occidentaux et serbes. Un extraordinaire kaléidoscope international dans une zone de frontière.

Dans l'ensemble, malgré quelques faibles tensions, les élections dans ma zone de compétence se sont déroulées d'une façon libre et équitable (*free and fair*), comme le scrutin qui a suivi.

La Bosnie sort d'une longue, sanguinaire et brutale guerre civile. Les contrastes ethno-territoriaux vont persister dans le temps: les morts, les blessés, les maisons détruites ou endommagées, les masses de réfugiés associés à une inévitable et grave crise économique - ces sont des blessures profondes et déchirantes qui se cicatrissent dans plusieurs années. A cela s'ajoute la perte des rapports d'amitié, de voisinage et, plus en général, d'intégration et de respect entre les communautés musulmane et serbe. Par exemple, j'ai remarqué que quelques Serbes, parmi ceux que j'ai contactés au Comité électoral local, nourrissent des sentiments de haine et de rigidité à l'égard surtout de la communauté musulmane qui aurait usurpé leur terre, les habitations, l'activité économique.

Selon les Serbes, les Musulmans sont des étrangers qui n'ont rien à voir avec eux. Mon expérience a été intense et difficile, car je travaillais dans une zone à risque, une zone où le dialogue est rompu depuis longtemps.

Certaines réflexions finales s'avèrent de rigueur:

- la majorité des Serbes bosniaques (qui ont Pale comme capitale) ne veut céder, ni aux Croates ni aux Musulmans, leur terre avec leurs habitations, en s'isolant de plus en plus également d'un contexte international;

- la langue s'est incontestablement révélée un moyen de communication ardu (personne ne parle anglais, sauf les précieuses et indispensables interprètes) et à cause de cela nombreuses questions légitimes sont restées sans réponses;

- la liberté de mouvement ou de circulation (*freedom of movement*) est encore une chimère pour la Republika Srpska: par exemple, il est impossible de téléphoner, sans satellite, de la Bosnie Serbe à la Fédération croato-musulmane ou en Italie; on n'a pas le droit de voyager de la Republika Srpska à la Fédération avec une plaque d'immatriculation civile, tandis que cela est évidemment possible avec plaque Osce ou des Nations Unies; la télévision transmet seulement au niveau régional et la Fédération est captable uniquement par antenne parabolique.

En conclusion, la recherche du dialogue, de la compréhension et du pardon réciproque pourra peut-être représenter un des moyens pour arriver à une vie commune entre Croato-musulmans et Serbes dans cette région si complexe. Au moment où j'étais en train de monter l'échelle de l'avion à destination de Vienne, une réflexion politique m'est venue à l'esprit: une dictature qui paraissait si forte, n'avait en réalité pas su influencer profondément le Pays, et, après la mort de Tite, le vase de Pandore avait explosé, virulent et brutal.

De Bruxelles à Strasbourg

Compte rendu de l'activité communautaire

par Paul Evans

NETTE VICTOIRE DE LA COALITION DE LA GAUCHE AUX ELECTIONS FRANÇAISES

**Lourde défaite
pour Chirac**

1^{er} juin - Paris - Les élections législatives françaises ont sanctionné la nette victoire de la coalition de la gauche. Le centre-droite, Jacques Chirac notamment, en sort lourdement battu. Pour Chirac, le résultat des élections a été d'autant plus amer qu'elles avaient été voulues et anticipées par le président de la République lui-même, qui avait décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale avec la conviction de pouvoir remporter une nouvelle victoire. Sa défaite ne peut que mettre pleinement en évidence les erreurs stratégiques et politiques d'une droite qui, avec ces élections anticipées, a essayé de façon risquée et précipitée de se confirmer comme guide du pays. La coalition de la gauche a maintenant la majorité de l'Assemblée Nationale. Les socialistes, guidés par Lionel Jospin, sont les véritables vainqueurs de ces élections: avec 247 sièges, ils ont frôlé la majorité absolue (289 sièges), objectif qu'ils pourront facilement atteindre avec la confirmation de l'appui des communistes (38 sièges) et des Verts (8 sièges). C'est un véritable renversement par rapport aux dernières élections, où la gauche n'avait obtenu que 93 sièges contre les 484 de la droite modérée. Aujourd'hui les gaullistes et les centristes n'ont plus que respectivement 124 et 111 députés. L'extrême droite obtient un siège avec Jean-Marie Le Chevalier, maire de Toulon, candidat du Front National. Le Pen, face au triomphe de la gauche, a demandé la démission de Chirac de la charge de président de la République, en déclarant que "il doit remettre son mandat aux électeurs qui lui ont donné une gifle inouïe". Mais la parole passe maintenant à Lionel Jospin, l'homme qui a su ramener la gauche au pouvoir en exploitant les graves fautes de stratégie politique de Chirac et du premier ministre Alain Juppé. Jospin se présente comme le champion du "socialisme moral", celui qui veut réintroduire l'éthique en politique: on verra s'il saura maintenir ses promesses. Entre-temps, en France, après l'époque Mitterrand, la gauche se prépare à vivre une nouvelle saison comme protagoniste.

CRISE ALLEMANDE IMMINENTE A CAUSE DU DESACCORD ENTRE LA BUNDESBANK ET LE GOUVERNEMENT

7 juin - Francfort - Le conflit entre la Bundesbank et le ministre des Finances allemand, Theo Waigel, a atteint ces derniers jours une certaine violence et elle a presque renversé le gouvernement. La grave crise entre la Banque et le ministre sur la manœuvre de bilan a risqué de toucher le gouvernement tout entier, en mettant en danger les équilibres entre les forces politiques de la majorité. Le plan de Waigel pour réduire le déficit et la dette publique s'est révélé un boomerang pour le ministre des Finances, mais aussi pour le chancelier Helmut Kohl, un de ses partisans. Préoccupé de ne pas réussir à respecter les critères de convergence de Maastricht nécessaires pour pouvoir participer à la monnaie unique, Waigel a conçu un projet pour la réévaluation de l'or de la Banque et a poussé la Bundesbank à inscrire dans le bilan public allemand les revenus de cette réévaluation. Cette tentative du ministre n'a pas été appréciée par la Banque centrale, qui a refusé de donner son consentement à la manœuvre de réévaluation des réserves d'or. Le gouverneur de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a ainsi démontré que la Banque n'a pas l'intention d'accepter des compromis de ce genre et qu'elle ne veut pas subir les initiatives et les improvisations du gouvernement. On a risqué la chute de Waigel et, par conséquent, la crise du gouvernement, mais Waigel, grâce à la défense vigoureuse de Kohl - qui, pour l'occasion, a dû mobiliser et renforcer une grande partie de ses alliances parlementaires -, il a réussi à éviter pour une poignée des voix le refus de confiance du Bundestag (311 voix favorables à la démission contre 328 contraires). Pour le moment, Kohl et Waigel semblent avoir su affronter la situation, mais les rapports avec la Bundesbank restent difficiles et le soutien du Parlement n'est plus une chose acquise. Pour arriver à la monnaie unique à la date fixée, ils devront essayer de faire face aux obstacles rencontrés au cours du processus d'assainissement du déficit, par le moyen d'une politique économique plus sérieuse. Il ne faut surtout pas compter sur les raccourcis des artifices comptables qui, ces derniers jours, ont mis à dure épreuve le gouvernement allemand actuel, en ternissant l'image de l'Allemagne en Europe.

**Waigel
évite le refus de
confiance du
Bundestag**

MISE EN CAUSE DU PACTE DE STABILITE DE LA PART DE LA FRANCE

9 juin - Luxembourg - Au sommet Ecofin des ministres des Finances de l'Union européenne on attendait avec impatience les débuts officiels de la nouvelle France représentée par l'exécutif socialiste qui venait de se former. Toute l'attention allait à Domini-

**De nouveaux
problèmes pour
un accord des
Quinze**

que Strauss-Kahn, ministre de l'Economie du nouveau gouvernement Jospin, qui a demandé un renvoi de l'approbation du Pacte de stabilité pour avoir "le temps nécessaire pour chercher un nouvel équilibre entre l'aspect monétaire et l'aspect économique-social de l'Uem". La demande de la part de la France d'une "pause de réflexion" pour la ratification du Pacte de stabilité risque de créer une déchirure au sein des Quinze juste une semaine après le rendez-vous crucial de la Conférence intergouvernementale de Amsterdam. Le problème social et de l'emploi, considéré comme prioritaire par le gouvernement de Jospin, prendrait ainsi une place centrale, en reléguant en arrière plan l'objectif de la stabilité monétaire, fermement voulu par l'Allemagne. Le ministre des Finances allemand, Waigel, pour sa part, a rappelé qu'on ne peut pas reculer sur le Pacte de stabilité et que les politiques en faveur de l'emploi sont de la compétence des différentes nations. Pour essayer de résoudre la crise qui se dessine déjà au sein de l'Union, il ne reste que quelques jours, pendant lesquels tout le monde devra s'engager afin que la recherche d'un accord constructif l'emporte sur les divisions.

A POITIERS, LE FACE A FACE FRANCE-ALLEMAGNE

12 juin - Poitiers - Le chancelier allemand, Helmut Kohl, le premier ministre français, Lionel Jospin, et le président Jacques Chirac se sont réunis à Poitiers pour essayer de trouver un accord en vue du sommet européen de Amsterdam, désormais imminent (16-17 juin). La rencontre de Poitiers entre la France et l'Allemagne est considérée comme très importante et délicate car elle représente la dernière possibilité de recomposer une entente entre deux pays membres qui ont une importance fondamentale dans la vie de l'Union et entre deux visions politiques différentes: celle qui met à la première place la rigueur financière et la stabilité monétaire, fermement voulue par l'Allemagne, et celle du Pacte social pour l'emploi, soutenue par la France. Il s'agit d'arriver à une entente qui, toutefois, a l'air d'être très problématique après la formation en France du gouvernement socialiste de Jospin, qui a énergiquement souligné la priorité d'une politique sociale et de l'emploi. Jacques Chirac, pour sa part, a déclaré qu'il n'y aura aucun problème d'incompatibilité entre le nouveau gouvernement et l'Élysée et que la France se présentera au rendez-vous de Amsterdam parlant "avec une voix seule". En réalité, le sommet n'a permis d'éclaircir que les différentes positions et, au-delà des déclarations de principe qui témoignent de la volonté de trouver un accord, la parole passe maintenant aux Quinze qui, dans quelques heures, se trouveront à Amsterdam avec un problème en plus à résoudre.

**Chirac:
"La France
parlera avec une
voix seule"**

POLEMIQUES A L'OTAN SUR LES NOUVEAUX PAYS MEMBRES

**Les Etats-Unis
contraires
à l'entrée
de la Roumanie
et de la Slovaquie**

14 juin - Washington - La Maison Blanche a annoncé que les prochains Pays qui feront partie de l'Otan seront la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie, tandis que, pour le moment, Bill Clinton s'est déclaré contraire à l'entrée de la Slovaquie et de la Roumanie. La déclaration de Clinton a soulevé de nombreuses protestations parmi les partenaires européens qui soutenaient l'entrée de la Roumanie et de la Slovaquie dès le début du processus d'élargissement du Pacte Atlantique. Une dizaine de nations européennes au moins sont favorables à l'entrée de ces deux Pays que les Etats-Unis voudraient momentanément exclure. Javier Solana, secrétaire général de l'Otan, est lui aussi favorable à l'extension de l'Alliance à la Roumanie et à la Slovaquie et il a précisé que "à Washington on a annoncé la décision d'un des pays de l'Otan, tandis que la décision définitive doit encore être prise". La même opinion a été exprimée par Helmut Kohl, qui a déclaré que ce n'est qu'au sommet de l'Otan, fixé pour le mois prochain à Madrid, qu'on décidera quels seront les nouveaux pays membres. Chirac et Dini se sont déclarés favorables à l'entrée de la Roumanie et de la Slovaquie dans l'Otan. Le ministre des Affaires Etrangères italien a rappelé la nécessité de l'intégration de la Roumanie - en soulignant l'importance des rapports économiques et politiques avec les pays de la région danubienne et de l'équilibrage à sud-est du Pacte atlantique - et de la Slovaquie à cause de l'importance de son rôle stratégique-militaire.

CONCLUSION DE LA CONFERENCE INTERGOUVERNEMENTALE DE L'UNION EUROPEENNE

16-17 juin - Amsterdam - Les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays membres de l'Union européenne, réunis dans la capitale hollandaise pour ce très délicat sommet de la Conférence intergouvernementale, sont arrivés à un accord sommaire qui permet de poursuivre le processus de l'unification européenne. On a évité *in extremis* le risque que le désaccord surgi la semaine passée entre l'Allemagne de Kohl et la France de Jospin ne paralyse la machine européenne en empêchant tout progrès de l'Union. Le Pacte de stabilité, fermement voulu par les Allemands, a été officiellement ratifié et souscrit par la France. Jospin, pour sa part, a réussi à obtenir une plus grande attention au problème de l'emploi. Mais, en réalité, le premier ministre français a dû se contenter d'une série de déclarations de principe et de promesses d'engagements, des déclarations qui constituent *La résolution du Conseil Européen sur la croissance et l'emploi* (voir page 10 et suivan-

**Approbation sans
modification du
Pacte de stabilité**

tes de ce *Bulletin Européen*). La résolution sur l'emploi a permis d'arriver à un accord avec la France, mais elle a en même temps satisfait Bonn car elle n'a pas engagé l'Union dans une nouvelle affectation de crédits. Il ne s'agit pas, en effet, d'une plate-forme qui contraint à des engagements concrets et immédiats, mais d'un document qui indique des modalités pour la réduction du chômage et qui souligne, encore une fois, "l'Engagement renouvelé" (selon le titre de la partie conclusive) pour faire face à ce problème fondamental. Le partisan du Pacte de stabilité, Theo Waigel, a ainsi pu déclarer qu'il est "très satisfait parce que le Pacte reste comme il est, sans aucune modification" et parce que "la résolution sur l'emploi ne comporte ni l'affectation de nouveaux crédits ni la création de nouvelles compétences". Après la grave faute de tactique politique de Waigel, à savoir sa tentative catastrophique de réévaluation des réserves d'or de la Bundesbank en faveur du bilan national, on peut dire maintenant que, au sein du processus de formation de l'Union européenne, le modèle allemand émerge de plus en plus nettement. Romano Prodi a très diplomatiquement déclaré qu'on a obtenu "un bon accord qui permet à l'Europe de procéder, même si elle le fait moins rapidement que prévu". Ce sont des mots qui, en tout cas, laissent entrevoir que, à Amsterdam, les ambitions européennes dès le début de la Conférence intergouvernementale se sont évanouies.



1997

Associato all'U.S.P.I.

Bulletin Européen

Rivista mensile della Fondazione Europea Dragàn

Spedizione in abbonamento postale - Comma 34 Art. 2 Legge 549/95 - Roma
Foro Traiano 1/A - 00187 Roma - Tel. 06/ 679.77.85-678.09.48 - Fax 06/ 678.49.61

Direttore Responsabile: Sabino d'Acunto

Direzione e Redazione: Via Larga 9 - 20122 Milano - Tel. 02/ 58.37.14.00-58.37.14.10 - Fax 02/ 58.30.47.90

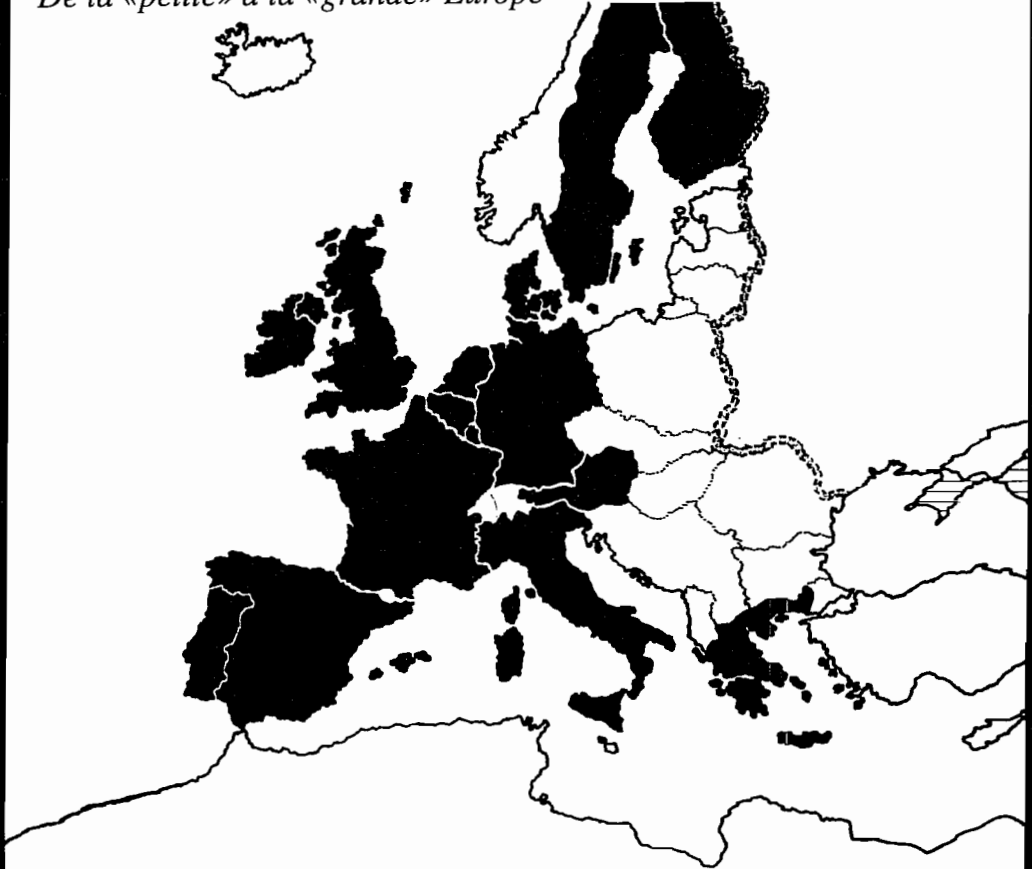
Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del 3-6-1988 (già n. 1861 del 15-2-1951)

Finito di stampare il 14 luglio 1997

presso Centro Stampa - Via Larga 11 - 20122 Milano

OUTRE L'AN 2000

De la «petite» à la «grande» Europe



... si la *Communauté Economique Européenne* est la base de l'unification de l'Europe, la *Communauté Culturelle* en permettra sa réalisation durable.

SOMMAIRE

<i>Europaes</i> : Les réformes manquées de l'Union européenne	1
<i>Leonardo Casini</i> : La France de Jospin et le futur de l'Europe	3
<i>Yves-Henri Nouailhat</i> : Europe: utopie créatrice et réaliste	5
<i>Pierre Lebreton</i> : Pourquoi s'engager aujourd'hui en faveur de l'Union européenne?	6
<i>Gordon Brown</i> : Du travail pour l'Europe	9
<i>Conseil de l'Union européenne</i> : Résolution sur la croissance et l'emploi	10
<i>Centre Unesco Milan</i> : La liberté de la presse	13
<i>Guido Ravasi</i> : Les raisons d'être du Pacte de stabilité	15
<i>Carlo A. Tabacchi</i> : La Bosnie après les accords de Dayton	17
<i>Paul Evans</i> : Compte rendu de l'activité communautaire	19